les distinctions pas assez subtiles derrière lesquelles le *Journal des Débats* se dissimule pas sa joie; que l'on constate l'échec « misérable » des socialistes — pas si misérable, puisque M. Rochefort a passé haut la main, jetant à terre M. Carnot, le candidat préféré des *Débats* — que l'on fasse contre mauvaise fortune bon cœur, ainsi que l'essaye le *Constitutionnel*; le fait est là, dans sa réalité et dans sa brutalité, et ce fait, le voici : Paris est à la République, Paris est à la Révolution.

Quant au gouvernement, peu nous importe. Mais, quant à la société, quant à l'ordre, quant à la liberté, le résultat est déplorable, et nous avons le droit et le devoir de le signaler et de le réprouver.

Henry de Riancey.

La résolution de M. Schneider est annoncée en ces termes très secs et très nets par le *Journal officiel* :

« M. Schneider n'a pas accepté de faire partie du conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, réorganisé par le décret du 18 novembre 1869. »

CORRESPONDANCE PARISIENNE

Paris, mardi 23 novembre.

On avait dit, il y a quelques jours, que les élections de novembre marqueraient une réaction sur celles de mai et de juin. Cette prévision est contredite par l'événement. Je ne sais si, après mûres réflexions, on reviendra sur cette première appréciation; mais dès aujourd'hui on trouve que ces élections ont un caractère plus accentué que les précédentes. Mais comparons les chiffres : il y avait environ 180 mille électeurs inscrits; combien se trouve-t-il de voix en faveur de celui qu'on peut appeler le candidat du gouvernement, le seul qui se soit présenté comme dévoué en même temps à la liberté et à la dynastie impériale, M. Terme? Pas même 3,000 voix; pas même la soixantième partie des électeurs.

Est-ce que c'est dans cette proportion qu'il faut compter les amis de l'Empire dans la capitale? Voilà une question que bien des gens se sont posée. Un journal qui n'a, il est vrai, aucun crédit, le *Parlement*, dit qu'un tel résultat équivaut à « la prochaine proclamation de la république. » Si le *Parlement* lance ces mots comme une menace pour effrayer les conservateurs, car on sait quels sont les patrons de ce journal, que de gens les accueilleront comme un présage, comme une espérance. La *Réforme* disait, il y a huit jours : « Il faut choisir entre la République et l'Empire. » Ce journal n'aura-t-il pas raison de dire aujourd'hui : le choix est fait, le verdict du peuple est prononcé. MM. Arago et Crémieux sont d'anciens membres du gouvernement républicain (la République avait fait M. E. Arago ambassadeur). Rochefort était salué dans les clubs par le cri de : Vive la République ; et quant à M. Glais Bizoin, il est tout aussi républicain que ses amis MM. Pelletan et J. Simon. Il ne faut donc pas se le dissimuler, c'est le parti républicain qui l'emporte dans ces élections.

Il nous serait bien difficile de dire ce que pense le gouvernement de ce résultat; le *Journal officiel*, qui, d'ordinaire, reste muet pendant deux ou trois jours, parle, dès ce matin, et constate la triple élection. Nous entendons dire que le gouvernement est bien aise du résultat parce qu'il va réveiller et effrayer les conservateurs. Eh bien, nous ne voulons pas le croire. D'abord il ne peut être satisfait de cette affirmation républicaine; ensuite nous n'admettons pas que les amis du gouvernement et le gouvernement lui-même puissent se réjouir de la nomination de M. Rochefort, de celui qui a tant insulté l'Empire, et tout ce qui tient à l'Empire. A notre avis, la nomination de M. Rochefort est un affront fait au gouvernement personnel. C'est la contrepartie de certaines élections scandaleuses des dernières années, et le caprice du suffrage universel envoie, en même temps à la Chambre M. Rochefort, M. Pereire et M. Granier de Cassagnac.

Un homme d'Etat de quelque expérience disait ce matin devant moi : « Tout cela finira par des coups de fusils. » Cette prédiction me semble trop pessimiste. D'abord, le vote de Paris peut être un avertissement donné à l'Empire, ce n'est pas sa condamnation; ensuite il est bien démontré que la grande majorité de la population est opposée à tout mouvement violent; enfin on sait que le gouvernement est sur ses gardes et qu'une émeute n'aurait guère de chances de succès. Ce n'est donc pas dans la rue qu'est le danger immédiat pour le gouvernement; il est dans sa situation vis-à-vis de la Chambre élective et de l'opinion publique qui surveille ses actes. L'avenir de l'Empire dépend de la conduite qu'il va tenir en face du Corps législatif.

CH. CAHOT.

Paris, mercredi 24 novembre.

Rien n'a encore transpiré des intentions du gouvernement, ni de l'influence que les élections de Paris ont pu exercer sur ses résolutions. Aujourd'hui encore, on ne sait si le chef de l'Etat veut envoyer les ministres actuels à la Chambre afin de faire un premier essai du régime parlementaire, en prenant ses nouveaux ministres dans la majorité du Corps législatif, ou bien si le cabinet sera modifié avant l'ouverture de la session. Il paraît certain que M. E. Ollivier a accepté d'entrer au ministère, et d'y vivre en bonne intelligence avec MM. Magne, de Chasseloup-Laubat, Lebœuf et de Forcade La Roquette; du moins c'est ce que l'on disait hier dans les couloirs du palais Bourbon; mais, d'un autre côté, on assure que M. Ollivier dans son entretien avec l'Empereur, lui aurait exposé qu'il ne pouvait entrer au pouvoir qu'après avoir exposé son programme devant le Corps législatif et provoqué une manifestation de majorité. Le plus clair de tout cela, c'est que M. E. Ollivier est en passe de devenir ministre et que ses collègues même du tiers-parti montrent à son égard peu de sympathie et beaucoup de défiance.

L'opinion est ici bien partagée sur l'appréciation qui doit être faite des récentes élections, et nous n'entendons qu'ardentes contradictions. Vous pouvez vous en faire une idée d'après les articles de nos journaux. Cependant il faut constater que pour beaucoup la réflexion a modifié les premières impressions, c'est l'éternelle histoire des bâtons flottants : la nomination de M. Rochefort a produit beaucoup plus d'effet avant qu'après. Les conservateurs extrêmes commencent à se rassurer, et à écouter les raisonnements qui sont développés par les libéraux : les électeurs qui ont nommé Rochefort ne sont que 18,000, et il y avait 47,000 inscrits dans la première circonscription; ils ne constituent donc qu'une minorité; s'il y a 18,000 hommes qui se sont prononcés pour l'émeute, les autres électeurs ont voté pour des candidats qui représentent l'ordre et la liberté. Donc M. Rochefort ne représente qu'un des passions d'un petit groupe, qui vient, en le nommant, de faire le seul effort dont il soit capable. C'est du moins l'avis du plus grand nombre.

Nous ne tarderons pas à connaître les conséquences pratiques de cette élection : en effet M. Rochefort vient d'adresser à ses électeurs une circulaire par laquelle il les convoque à se réunir le 10 décembre dans la salle Desnoyers. Il se propose de célébrer à sa façon cet anniversaire. Reste à savoir si l'autorité n'interdira pas cette réunion.

De son côté, l'opposition de gauche vient de louer un local rue de la Sourdière, près de l'église Saint Roch; c'est là qu'elle tiendra ses réunions.

Dimanche aura lieu à l'Hôtel du Louvre une réunion des membres de la droite : les gros bonnets de l'assemblée seront MM. Jérome David, Du Mirat, Mathieu et Nogens St-Laurent.

Le centre gauche est en retard : il était parti le premier en juin; en novembre, il n'a pas encore donné signe de vie. Cependant un certain nombre d'entre ses membres doivent se réunir samedi dans une salle du Palais Bourbon.

L'Impératrice revient samedi : l'Empereur doit aller au devant d'elle et elle rentrera aux Tuileries avec un certain appareil militaire; les dragons de l'Impératrice sont désignés pour servir d'escorte; on parle d'une ovation qui se prépare.

Le *Journal officiel* annonce ce matin que M. Schneider refuse de faire partie du conseil chargé de l'enquête commerciale; M. Pouyer-Quertier annonce un refus analogue. Vous savez comment ces choses se passent : des noms sont inscrits par le ministre, la liste est publiée et les personnes désignées ne sont officiellement informées que postérieurement. C'est là un vieil errement auquel il faudra renoncer, puisque à présent, telles et telles personnes, moins susceptibles autrefois, veulent être préalablement consultées avant de recevoir une marque de distinction du gouvernement. Signe du temps.

Quoiqu'il en soit, MM. Schneider et Pouyer-Quertier refusent parce qu'ils ne jugent pas suffisante ni même sérieuse l'enquête officielle ordonnée par le gouvernement, lequel voudrait échapper à une enquête parlementaire.

Nous ne comprenons pas en cette circonstance les résistances du gouvernement : il nous semble qu'il aurait tout avantage à se décharger sur le Corps législatif des embarras et de la responsabilité d'une solution que réclame la question des traités de commerce. Il faudra pourtant bien qu'il en vienne là.

Une dépêche annonce le prochain retour de M. de Bismarck à Berlin. Cette nouvelle a été exploitée dans un sens pessimiste, et l'éventualité d'un conflit avec la Prusse a été remise sur le tapis. Quelle belle diversion cela ferait aux difficultés intérieures!

L'Empereur ne retournera pas à Compiègne, et le *Progrès de l'Oise* toujours bien renseigné sur ce sujet, dit que vraisemblablement il n'y aura pas cet hiver un second séjour de la cour dans cette résidence. Hier plusieurs députés ont dîné aux Tuileries; mais il n'y a pas eu à table de conversation sur la politique.

Ce soir, l'Empereur ira passer la soirée chez la princesse Mathilde où Mlle Agar doit lire une tragédie en cinq actes *Jules César dans les Gaules*. On dit que l'auteur est un ministre récemment démissionnaire.

CH. CAHOT.

BOURSE DE PARIS DU 24 NOVEMBRE.

J'ai du suez, qui veut du suez? tel est le cri désolant qui depuis le début jusqu'à la clôture de la Bourse a, sans discontinuer, attristé nos oreilles. Cette baisse effrayante si elle est motivée et définitive est un véritable désastre pour les capitaux français qui figurent dans cette entreprise pour près de 400 millions : le canal n'est pas praticable pour les gros navires, disent des dépêches que la Cie devrait démentir ou confirmer. Les obligations qui jusqu'à présent avaient échappé à la panique sont tombées à 375 fr, la délégation à 245, les actions à 325. — La rente est faible et ferme aux plus bas cours 71,50. Cette baisse est rationnelle, car la spéculation s'inquiète de ce qui peut surgir à la Chambre.

L'Italien est assez ferme. Londres : sans changement.

CELLIER.

Le vœu de Rochefort

CHANSON INÉDITE

Air de *Carcassonne* (Nadaud)

I

Un soir qu'il marchait au milieu
De ses licteurs en sentinelle,
Rochefort s'écria : « Mon Dieu!
Que j'étais heureux à Bruxelles!
J'étais en exil, mais enfin
J'avais la liberté pratique;
Je mangeais lorsque j'avais faim.
Je veux retourner en Belgique.

II

« J'ai près de moi trop de gaillards,
Ici le fils et là le père,
Gaillards de face et de trois quarts,
Gaillard d'avant, gaillard d'arrière.
Qui donc me débarrassera
De cette race prolifique,
Gaillards, braillards, et cætera!
Je veux retourner en Belgique.

III

« Je sais que je suis leur bon Dieu;
Mais je ne bois pas l'ambroisie;
Pour leur cognac et leur vin bleu,
L'expression est mal choisie.
Au fond, je suis un homme doux,
Et, faire toujours l'énergique,
C'est bien ennuyeux, *savez vous*?
Je veux retourner en Belgique.

IV

« Je suis la machine à parler
De la foule avide et prodigue.
Quand tout le monde y vient souffler,
C'est l'instrument qui se fatigue.
Il faut courir là-bas, ici
Transporter ma boîte à musique,
C'est bien, mais c'est assez; merci!
Je veux retourner en Belgique.

V

« Je n'ai plus de droits au sommeil,
Depuis que la gloire m'inonde.
Quand on se nomme le soleil,
Il faut luire pour tout le monde,
Il faut que du matin au soir
Je prenne ma pose tragique.
Mon Dieu, si je pouvais m'asseoir!
Je veux retourner en Belgique.

VI

« Je suis bien obligé d'avoir
Un double cadran à ma montre,
Le cadran blanc, le cadran noir,
Le serment pour, le serment contre.
Lequel des deux dois-je tenir?
O ma raison! O la logique!
Où diable allez-vous en venir?
Je veux retourner en Belgique. »

VII

Tandis qu'il épanchait son cœur,
Un personnage de l'Empire
Lui dit : « Je comprends ta douleur;
Mais la mienne est encore bien pire.
Si tu voulais, là-bas, loin d'eux? ... »
On n'entendit pas la réplique.
Ils s'embrassèrent tous les deux.
Et partirent pour la Belgique.

Gustave NADAUD.

Meeting des ouvriers de Roubaix.

(Suite)

M. WARIN. — C'est avec plaisir, Messieurs, que je me retrouve au milieu de vous. D'abord, j'ai des félicitations à vous adresser. Ensuite, j'aurai à mettre à l'épreuve votre persévérance et votre bonne volonté; ne doutant pas de vos intentions, je me présente devant vous avec une entière confiance.

Après la lecture du rapport et des conclusions, M. P. Warin, président de la commission des travailleurs Lillois, demande la parole :

Il y a quelques semaines, de grands tiraillements agitaient notre monde industriel. On était bien d'accord pour constater le mal, mais les avis étaient partagés sur les moyens d'arriver au remède. Les uns voulaient un meeting afin de manifester, d'une manière éclatante, vis-à-vis du gouvernement, le mécontentement public et les vœux du pays. Les autres, plus timides, repoussaient l'idée d'une manifestation qui, disaient-ils, qu'à agiter les esprits sans aucun résultat pratique. Bref, l'affaire était en suspens.

Tout-à-coup, alors que personne n'y songeait, la classe ouvrière s'est émue. Elle s'est dit avec raison que ces graves questions économiques, agitées jusqu'alors dans de petits cénacles, devant un nombre restreint de personnages plus ou moins officiels, l'intéressaient, elle aussi, plus peut-être que tous les autres. (Oui, oui.) Elle s'est dit qu'elle n'était pas un instrument passif de la production manufacturière, que si elle avait les bras pour faire marcher le métier, elle avait aussi une intelligence pour réfléchir, que si la crise ne la frappait pas directement, elle en subissait le contre coup immédiat par la réduction de son salaire, qu'ayant sa part du mal elle avait bien le droit de prendre aussi sa part dans la recherche du remède. Et alors, ne prenant conseil que d'eux-mêmes, les travailleurs ont résolu d'agir, tandis que d'autres reculaient devant l'action. (Applaudissements.)

A Lille, à Roubaix, des réunions ouvrières ont eu lieu; des résolutions y ont été adoptées, et je n'hésite pas à le dire, elles ont été conformes à l'intérêt bien entendu du travail industriel et du sentiment de dignité que tout citoyen doit garder intact au fond de son cœur. L'élan une fois donné, tout le monde a voulu se mettre de la partie, les patrons se sont piqués d'émulation, et c'est alors qu'a été décidé ce grand meeting qui a eu lieu le 8 novembre, dans la salle des Concerts de Lille, et dans laquelle j'ai eu l'honneur de parler en votre nom et de faire connaître vos légitimes réquisitions. Si cette importante manifestation a des conséquences heureuses pour l'industrie française, c'est à vous, mes chers camarades, que le pays en sera redevable, car c'est votre exemple qui a imprimé le mouvement, ce sont vos réunions qui ont provoqué le meeting. (Bravo! bravo!)

Vous voyez donc que vous avez droit à des félicitations. Oui, il faut vous féliciter de votre intervention si opportune, de votre attitude digne et calme dans l'action, des résultats que vous avez amenés. Oui, il faut vous féliciter d'avoir su prendre la parole en temps utile, d'avoir su, en la prenant, garder une juste mesure, d'avoir su vous tenir à l'écart des vaines déclamations, comme des utopies ridicules, d'avoir enfin tracé un programme, qui sans doute n'est pas complet, mais qui porte l'empreinte du sens pratique et de la sagesse. Ce n'est pas en un jour que la bourgeoisie de 89 a rédigé ces immortels cahiers qui contenaient en germe la déclaration glorieuse des droits de l'homme. (Vifs applaudissements.) Ce n'est pas non plus en quelques heures que le peuple de 1869 pourra rédiger les cahiers où viendront s'inspirer les réformateurs de tous les abus, de toutes les iniquités sociales.

Non, messieurs, la précipitation serait une mauvaise conseillère. Il faut que chaque chose vienne à son heure. Sachons marcher par étapes successives, sans impatiences désordonnées, de manière à prouver que le peuple, guidé par son instinct vraiment pratique, a réellement l'âme et le nerf des résolutions utiles, qu'il a la capacité de gérer ses propres affaires sans le secours des intermédiaires parasites, qu'il est apte, lui aussi, à guider les individus et les sociétés dans la voie du salut.

Voilà ce qu'il m'a paru bon de vous dire afin de vous donner confiance en vous-mêmes. Seulement, après les félicitations, permettez-moi les conseils.

En vous réunissant, en prenant une part active à un débat public, en formulant le programme de vos réclamations, vous avez usé d'un droit souverain, d'un droit dont l'exercice a été longtemps périlleux comme vous savez par qui. Mais, ne l'oubliez pas, en usant d'un droit, vous con-

---

était amoureux cependant; mais son amour, bien différent de celui qui, suivant l'opinion commune, donne de l'esprit aux plus bêtes, n'avait eu d'autre résultat pour lui que de développer fabuleusement un appétit déjà formidable et nécessaire dans le pays. Quand César venait au château, il s'arrangeait toujours de manière à arriver pour l'heure du déjeuner, et il s'en repartait jamais qu'après le dîner. Ce qu'il consommait de mets à ces deux repas était prodigieux, ce qui ne l'empêchait pas de se réconforter, dans l'après-midi, avec quelques débris de viande froide, arrosés de trois ou quatre grands verres du meilleur vin de la cave du feu comte de Beauregard; et malgré cette collation, trois fois sur quatre, César tirait sa montre vers la fin de la matinée et disait à Tristan : « Mon cher, votre cuisinier est un peu en retard aujourd'hui, je vais à l'office casser une croûte. »

Le cœur d'un homme dont l'estomac était si occupé ne devait pas être plus étonnant pour lui que pour les autres; aussi César n'était-il jamais ni mélancolique, ni jaloux, et la pauvre Alliette, qui frémissait souvent à l'idée du sort qui lui était réservé, pouvait-elle du moins l'oublier quelquefois, même en présence de celui dont elle attendait son malheur. Il était résulté de tout cela un grand calme pour tout le monde, et quoique l'union projetée fut toujours à peu près certaine pour chacun, on ne s'en occupait pas plus que si elle ne devait plus avoir lieu ou qu'il n'en eût jamais été question : de temps en temps seulement, le baron accompagnait son fils, et dans la journée, il trouvait le moyen de dire à Tristan, toujours avec une intention de mystère, mais toujours maladroitement : « Mon cher voisin, vous savez ce qui est convenu : j'ai confiance en vous comme votre excellent père avait confiance en moi. »

Sans s'en douter, d'Igornay avait rencontré là le meilleur moyen d'arriver à la conclusion de l'affaire qu'il souhaitait. Les quelques paroles que nous venons de rapporter étaient un talisman parfait, que le hasard, cette providence des sots, lui avaient fourni; et comme le baron revenait souvent à la même idée par difficulté d'en trouver une autre, il assurait bien mieux le succès de ses plans que ne l'eût fait un homme adroit qui aurait multiplié ses combinaisons à l'infinie. Oh! le monde n'appartient pas autant aux habiles qu'on le croit communément.

Le soir même du jour où Briant s'était révolté contre sa femme, César ayant pris congé de sa fiancée et de son futur beau-frère pour retourner coucher chez son père, Alliette et Tristan se retrouvèrent seuls au château : la première travaillait devant sa table à ouvrage; le jeune comte se promenait de long en large dans le salon.

— Huit heures — dit-il, en s'arrêtant pour écouter la pendule qui sonnait — je croyais que votre amie Corinne nous avait promis de revenir ce soir?

— Elle me l'a promis, en effet — répondit Alliette — et je suis bien étonnée qu'elle ne soit pas encore ici. Comment est le temps, mon frère? vous savez que, depuis que Corinne est souffrante, sa mère ne veut pas qu'elle vienne quand il pleut, et le ciel a été couvert toute la journée.

— Il est étoilé à présent — repartit Tristan après avoir jeté un regard sur une fenêtre dont les volets n'étaient pas encore fermés, puis il se remit à marcher.

— Vous me direz que je n'ai pas le sens commun, Tristan; eh bien! je suis tourmentée de ne pas voir Corinne; il faut qu'elle soit plus souffrante qu'à l'ordinaire, ou qu'il y ait eu quelque chose de fâcheux chez ses parents.

Alliette, en prononçant ces mots, regarda son frère avec attention comme si elle eût voulu lire dans sa pensée.

— Je ne partage pas vos craintes, ma bonne amie — dit Beauregard de l'air le plus naturel du monde — néanmoins, je suis prêt à chercher le moyen de les dissiper, et si vous voulez, j'irai chez le docteur savoir ce qui se passe.

— Vous me ferez plaisir, mon frère.

Puis, se ravisant tout à coup, Alliette ajouta :

— Non, toute réflexion faite, mon ami, n'allez pas chez les Briant; vous pourriez trouver Corinne en chemin, et il ne serait pas convenable qu'on vous vît à pareille heure, seuls tous les deux, dans les rues du village.

— C'est ce qui arrive cependant tous les jours — repartit Tristan, d'une voix qui annonçait un peu de mécontentement.

— C'est vrai, mon frère; mais je crois qu'il vaudrait mieux que cela n'arrivât pas aussi souvent : j'aime tendrement Corinne; après vous elle est ce que j'ai de plus cher au monde, je serais donc inconsolable si j'étais la cause, même involontairement, de quelques ennuis pour elle.

— Pourquoi me tenez-vous ce langage ce soir, Alliette?

— D'abord parce que c'est vous qui avez mis la conversation sur ce sujet, ensuite parce qu'il y a déjà quelque temps que j'avais l'intention de vous en entretenir. Mon bon frère — ajouta Alliette en posant son ouvrage devant elle, comme pour indiquer qu'elle voulait donner toute son attention à ce qui allait se passer — je suis horriblement inquiète.

— Inquiète, ma sœur! de quoi? de qui?

— De qui, Tristan? ne le devinez-vous pas? de cette pauvre petite Corinne.

Tristan, qui s'était arrêté pour écouter sa sœur, reprit sa promenade sans lui répondre.

— Elle change à vue d'œil — continua Alliette — à chaque instant ses yeux se remplissent de larmes; elle veut sourire et elle sanglotte : il faut qu'elle se sente bien malade, ou qu'elle soit bien malheureuse.

— Sa mère est peu aimable pour elle — dit Tristan avec un certain embarras.

— Ce n'est pas ce qui pourrait l'affliger ainsi : elle a l'habitude de cette inconvénient, qui, au fait, n'a rien de bien sérieux.

— On veut peut-être la marier malgré elle — interrompit vivement Beauregard, qui ne songea pas qu'en s'excusant indirectement d'un côté, il s'accusait directement d'un autre.

— Nous ne sommes plus dans le temps où les jeunes filles étaient traînées à l'autel, contre leur volonté — reprit doucement Alliette — et, d'ailleurs, M. Briant, quoique bien faible pour les petites choses, ne souffrirait jamais qu'on fît violence aux sentiments de sa fille : il est mari débonnaire, mais je le crois intrépide.

— A quoi attribuez-vous donc le changement de votre amie? — demanda Tristan avec la fermeté impatiente d'un homme qui s'attend à un désagrément et qui aime mieux en hâter le moment, afin d'en être plus tôt quitte.

— Ne m'en voudrez-vous pas de ma franchise, si je vous dis toute ma pensée? — répondit Alliette.

— Je vous le promets, ma sœur; je vous le jure même par...

— Assez, mon ami — interrompit tendrement Alliette. — Eh bien! je vous dirai sans détour ma profonde conviction sur le changement de Corinne!... La pauvre enfant vous aime, et elle souffre de son affection pour vous.

— Il y a beaucoup d'exagération dans ce que vous dites là, ma sœur; cette affection dont vous parlez est vraie, mais c'est un enfantillage sans nom encore.

— Un enfantillage sans nom, Tristan? Etes-vous bien sincère en ce moment, mon ami?

— Oui sur mon honneur, Alliette.

— Alors vous êtes le plus aveugle des hommes et je ne dois plus vous en vouloir; mais, à présent que vous êtes averti, quels sont vos projets? car vous ne pouvez songer à traiter légèrement une chose de cette gravité.

— Vous me l'apprenez à l'instant même, ma sœur, et vous voulez que je sache déjà le parti que je dois prendre? mais c'est impossible.

— Il ne s'agit pas d'un parti à prendre, mon frère; mais d'un devoir à remplir, devoir impérieux s'il en fut jamais, car il engage votre délicatesse et votre loyauté.

(*La suite au prochain numéro.*)